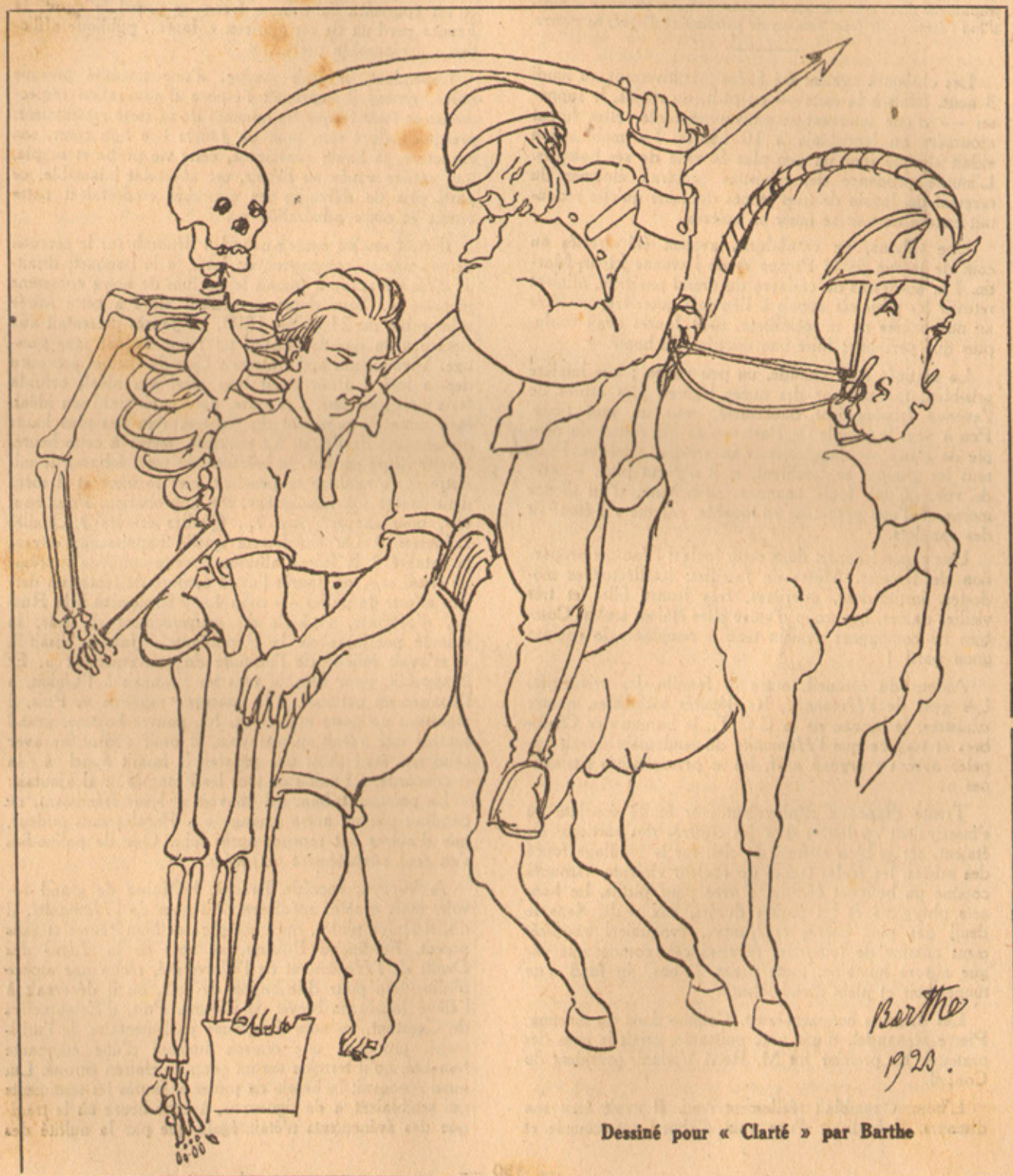


CLARTÉ



Dessiné pour « Clarté » par Barthe

Dans ce Numéro un Discours inédit de Jaurès : CIVILISATION ET SOCIALISME



Les Funérailles de la Paix



Le pages suivantes sont extraites d'un ouvrage à paraître : *Vie de Jaurès*, par Desanges et Mérida. Elles ont avant tout un souci de vérité historique et quelque étranges que puissent paraître au lecteur de Clarté de 1923 certaines notations sur les militants syndicalistes et socialistes de 1914, elles ne sont que l'expression même de la confiance sans limite que ces chefs inspiraient alors aux masses. On pourra mieux mesurer aujourd'hui l'étendue de leur trahison de pendant et d'après la guerre.

Les obsèques avaient été fixées primitivement au lundi 3 août. Mais à la suite — on peut, du moins, le supposer — d'une intervention gouvernementale, elles furent ajournées au lendemain à 10 heures. La mobilisation vidait chaque jour un peu plus la ville de ses hommes. L'inutile prudence des ministres préférait éloigner du cercueil de Jaurès de trop jeunes douleurs qu'elle redoutait encore de voir se muer en colères.

Une tribune, un catafalque, avaient été dressés au coin de la rue de la Pompe et de l'avenue Henri-Martin. Là, au-dessus du cadavre du grand pacifiste, allaient retentir les premiers appels à l'énergie guerrière, proférés au nom même de ce socialisme, dont Jaurès avait voulu, plus que personne, faire une doctrine de bonté.

La matinée était chaude, un peu voilée ; une lumière gris-bleu, tamisée par des nuées légères. Les arbres de l'avenue frissonnaient doucement, sous un vent tiède. Peu à peu, le peuple de Paris — ce qui restait du peuple de Paris — s'agglomérât en groupes sombres. Puis, tous les groupes se fondirent, et il n'y eut plus, à perte de vue, qu'une foule unanime, silencieuse, d'un silence morne et d'une pesanteur incroyable, comme s'il étouffait des sanglots.

Une chose frappait dans cette foule : l'énorme proportion de femmes. Mères de familles, intellectuelles modestes, institutrices, ouvrières, très jeunes filles et très vieilles dames, beaucoup d'entre elles étaient seules. Combien de compagnes avaient tenu à remplacer le compagnon parti !

Autour du cercueil, outre la famille, les privilégiés. Les gens de l'Humanité, les députés socialistes, quatre ministres, le bureau de la C.G.T., le bureau des Chambres et tout ce que l'Humanité du lendemain devait appeler avec un orgueil naïf, les « personnalités parisiennes ».

Trente drapeaux déployaient leur étoffe écarlate où s'inscrivaient en lettres d'or les chiffres des sections. Ils étaient, sur le bleu atténué du ciel, sur le feuillage foncé des arbres, les seules taches de couleur violente. Groupés comme un bouquet énorme ; avec pour pistils, les bonnets phrygiens et les piques dorées, eux seuls, dans le deuil des plus chères espérances, évoquaient confusément comme de lointaines renaissances, comme une vague aurore humaine, toute petite, là-bas, au fond d'un tunnel noir et plein d'embûches.

Les discours commencèrent. Comme dans un meeting, Pierre Renaudel, d'une voix puissante, criait le nom des orateurs. Le premier fut M. René Viviani, président du Conseil.

L'homme semblait réellement ému. Il avait écrit son discours. Il le lisait d'une voix d'abord entrecoupée et

tremblante, les yeux embués de larmes. Ce n'était pourtant, presque d'un bout à l'autre, qu'un modèle parfait de pompeuse éloquence parlementaire, un informe ramassis de lieux communs et de phrases toutes faites. On entendait : « Au milieu des émotions publiques qui, dans ces jours périlleux, sans les bouleverser, élèvent les âmes et les épurent... la tribune française prend le deuil, la France perd un de ses glorieux enfants... publique affliction... irréparable perte... »

Cependant, il était sincère, d'une sincérité presque naïve, quand il exprimait l'espèce d'admiration respectueuse et étonnée que les hommes de sa sorte ressentaient, presque malgré eux, pour un Jaurès : « Son cœur, son caractère, sa haute conscience, cette vie probe et simple, tout entière vouée au devoir, cet apostolat inlassable, ce parti pris de défendre les opprimés emportaient notre estime et notre admiration ».

Il était sincère encore quand il déposait sur le cercueil de son ancien compagnon de lutte, « le bouquet, disait-il, d'où s'évapore à jamais le parfum de notre commune jeunesse ». Sans doute songeait-il alors à cette soirée mémorable du 21 juillet 1893, où Jaurès présentait aux électeurs du quartier Latin, un jeune avocat sans prestige, Viviani, son ami fraternel. Que de chemin parcouru depuis lors ! Pour avoir trop servi son idéal, celui-là était mort assassiné. Cet autre, pour avoir trahi son idéal, était ministre, président du Conseil, l'un des plus hauts personnages de l'Etat. Et pourtant, même à cette heure, à cette heure surtout, la présence du mort éclipsait le ministre et le ministre se penchait vers le mort et il menait encore son témoignage, son approbation. Pour couvrir, pour excuser quoi ?... Quelles erreurs ? Quelles faiblesses ? Ou simplement quelle impuissance devant la fatalité ? Il faisait allusion à cette entrevue suprême du jeudi soir, où Jaurès l'avait conjuré de tenter un dernier effort, de parler — enfin ! — fermement à la Russie, d'affirmer, vis-à-vis du gouvernement du tsar, la volonté pacifique de la République... Jaurès, disait-il, « m'avait félicité de l'attitude du gouvernement ». Et il appelait, pour finir, « tous les Français à l'Union, à l'apaisement national, à la concorde suprême ». Puis, il esquissait un geste audacieux, lui, pauvre homme, grand orateur qui n'était qu'une voix, il osait s'identifier avec celui qui était aussi une pensée. Il faisait appel à la « concorde, à l'union de tous les Français ». Il ajoutait : « Le puissant tribun, s'il pouvait se lever frémissant, ne tiendrait pas un autre langage »... Paroles sans pudeur, que d'autres ont reprises après lui... Que de palinodies s'en sont effrontément masquées.

A Viviani, succéda Bracke, helléniste de grand savoir, mais orateur médiocre. Au nom de l'Humanité, il dit, il aboya plutôt, quelques phrases filandreuses et sans accent. Ferdinand Buisson, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme et de l'Université, récita une espèce d'allocation pour distribution de prix, où il décernait à l'élève Jaurès un brevet de civisme. Puis, d'Estournelles de Constant, au nom du groupe parlementaire de l'arbitrage, prononça une oraison funèbre d'une étonnante banalité, qu'il termina sur un coup de clairon enroué. Lui aussi éprouvait le besoin de prêter à Jaurès les sentiments qui semblaient « de rigueur », à cette heure où le tragique des événements n'était égalé que par la nullité des

paroles : « C'est par milliers que les Français feront à son appel leur devoir, en repoussant par leur union indestructible, la guerre que nous n'avons pas cherchée, que nous avons tout fait pour prévenir, la guerre qui nous est faite et que nous ne pouvons laisser triompher sans abandonner à la fois le droit et la civilisation... »

Après tous ces fantômes, quel soulagement de voir enfin un homme ! Et quel homme ! Jouhaux, l'irréprochable révolutionnaire, secrétaire de la C.G.T., celui-là même qui, quelques jours auparavant, dans ce Paris en proie déjà à la folie guerrière, avait convoqué, salle Wagram, pour une protestation ultime, le prolétariat des faubourgs. Et Jouhaux pleurait. La voix de Jouhaux était entrecoupée de larmes. Il commençait par dire à quel point la pensée de Jaurès avait déterminée l'action des révolutionnaires. « Quelques divergences de tactique, cela ne comptait pas. Ces divergences n'étaient pour ainsi dire qu'à « fleur d'âme ». Jaurès était notre pensée, notre doctrine vivante... Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre si la paix n'a pas triomphé. C'est la guerre, qui surgit. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme sauvage qui souleva l'horrible crime ».

A mesure que s'élevait le discours, la voix s'affermait. Les derniers mots étaient jetés avec une énergie violente. Ah ! que Jouhaux était ému ! Mais aussi, qu'il était habile ! Il se lavait les mains comme Ponce-Pilate : « J'ai fait tout ce que j'ai pu, ce n'est pas ma faute ». Et puis, il allait partir, demain, le sac au dos, le fusil dans les mains, comme les autres : « Si je me suis trompé, si je me trompe, je paierai... je suivrai le sort des camarades ». Il sentait que bien que pour un homme comme lui, il n'y avait que deux attitudes honorables où se pût affirmer sa sincérité : s'il se révoltait, la prison ; s'il se résignait à la guerre, — s'il la croyait bonne et juste, si le devoir de défense nationale semblait impérieux à cet homme qui, tant de fois, avait proclamé que les prolétaires n'avaient point de patrie, — dans le rang, avec le troupeau. A peine, ici, avait-il eu besoin de changer son vocabulaire habituel. Mais dans les circonstances nouvelles où il les prononçait, les mêmes paroles prenaient un sens tout différent. Il ne s'agissait plus, ici, de l'impérialisme théorique dont tous les prêcheurs socialistes exorcissaient le spectre depuis des lustres. Cet impérialisme-là avait un nom. Jouhaux ne le prononçait pas. Mais chacun, à cette heure, savait quel était ce nom.

Il terminait par un mouvement de véritable éloquence qui rappelait les grands élans de 1792 : « Je proclame, criez-vous, notre résolution de conquérir de haute lutte toutes les libertés et de les donner aux autres ».

Il descendit de la tribune. On applaudissait. On l'embrassait. On lui serrait les mains. Il était grave. Il venait d'accomplir un acte décisif. Il venait d'acheter un papier timbré au sceau du ministère de la Guerre. Un simple papier officiel, qui portait en grosses lettres, la mention : SURSIS D'APPEL... Lui, qui n'avait pas eu assez de courage pour se révolter ou pour partir, il lui en restait assez pour, cinq années durant, encourager les autres. Il conquerrait la liberté du monde dans les salons du Ministère, aux côtés de Mgr Amette et de M. Léon Bourgeois. Et comme Marie Madeleine, ce repentir n'avait pas choisi la plus mauvaise part.

Des orateurs qui suivirent, un seul, Camille Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international, rendit à Jaurès un hommage honorable. Il rappela le rôle immense tenu par Jaurès dans les Congrès internationaux, l'admiration et l'amour que lui vouaient les militants de tous les pays. Il reprit le mot d'un journal anglais qui, à la

nouvelle du meurtre, parlait de « catastrophe européenne ». Il eut cette phrase qui contient un sens plus profond peut-être qu'il n'y paraît : « L'assassinat du plus grand des citoyens a été l'annonciateur de la plus grande des calamités, et l'on dirait que le Destin a voulu épargner cette vision barbare à l'inlassable optimisme de celui qui persistait, malgré tout, à croire au triomphe final de l'intelligence et du bon sens des hommes ».

Lui, au moins, respectait la grande ombre. Il n'avait pas l'outrecuidance de lui prêter une pensée que Jaurès n'eut pas exprimée assurément, au moins sous la forme indigente et brutale qu'adoptaient à l'envie ses disciples en désarroi. La paix morte, il devait mourir. Ou se taire, ou cesser de parler selon soi-même, ce qui est encore une des

formes de la mort et la pire. Huysmans sentait cela avec sa vaste intelligence, sa sensibilité aigüe. Mais les autres, Marcel Sembat, froid calculateur sous des allures fantaisistes, Edouard Vaillant, vieux blanquiste ranci, bégayant et aphone, qui restait d'ailleurs dans la logique du blanquisme, et qui n'était plus rien qu'un nom, Louis Dubreuilh, secrétaire du parti socialiste, brave homme dont le principal regret semblait être que Jaurès ne fut plus là pour devenir le « clairon de la bataille », tous, tous, cherchaient à entraîner l'illustre mort dans leur déroute. Tous, à l'envie, brodaient sur un thème identique : « Voilà ce que dirait Jaurès s'il était là ». Ils débattaient, avec des couleurs plus ou moins habiles, le même boniment d'abdication, de faux enthousiasme, et d'inintelligence.

Tandis que la tribune offrait cet affligeant spectacle, que pensait, que pensait le peuple qui était là ? Son immobilité était rigide et comme glacée à la surface. En dedans seulement, le feu couvait. Les paroles, les gestes des orateurs se projetaient vers lui sans paraître l'attein-



dre. Au reste (à part peut-être celle de Jouhaux) les voix ne dépassaient pas les premiers rangs de la foule pressée. Au delà, parvenait seulement la vague et grotesque vision des bouches immensément ouvertes, des bras en proie à une agitation convulsive, des bustes tendus dans un vain effort oratoire. Beaucoup, du reste, ne regardaient pas.

Ils regardaient ailleurs. D'abord, en eux-mêmes. C'était comme si, depuis le 31 juillet, un grand vide se fût creusé en leur conscience, un trou immense, et que rien ne pouvait combler. Que penser, que faire, et surtout — oh ! surtout — qu'aimer ? Tout l'Idéal humain que Jaurès, plus qu'un autre, avait enraciné en eux, tout cet édifice de claire raison en même temps que de foi, souvent presque mystique, tous ces espoirs presque naïfs à force précisément d'être raisonnables, justes, bien fondés en humanité, voilà que tout s'écroulait à la fois, parce que l'humanité même défaillait. L'ébranlement avait été si rude, que beaucoup vivaient depuis lors dans une sorte d'anesthésie intellectuelle. Et que leur donnait-on, aujourd'hui, pour les réveiller ? De pauvres phrases qu'on eut dites empruntées à un manuel primaire d'éducation civique. Non ! Un seul homme eut pu dignement prononcer les paroles nécessaires et cet homme pour qui s'était rassemblé là tout ce concours de peuple, il n'était plus rien, rien qu'un cadavre déjà pourrissant, dans un triple cercueil.

Ils écartaient cette vision horrible. Ils ne pouvaient imaginer Jaurès sous un autre aspect que vivant. Leur mémoire machinale, l'évoquait dressé sur une tribune toute pareille — drapée de rouge et non de noir — au milieu d'une identique floraison de drapeaux, trapu, barbu, bonhomme et se dandinant « comme un ours » (1). Sa voix de cuivre retentissait encore à leurs oreilles. Ce n'était pas possible. Il n'était pas mort. Les hommes vivaient un cauchemar atroce. Jaurès n'était pas mort. Jaurès ne pouvait pas mourir.

Et chaque fois que les disciples descendaient de cette tribune funéraire, où ils s'étaient moins soucieux d'apporter des regrets qu'une attitude, un cri immense, spontané, formidable, comme un acte de foi obstiné, comme une négation admirable de la mort, un cri unanime, jaillissait de la foule : « Vive Jaurès ! »

(1) Romain Rolland.



Et quand les disciples infidèles assassinaient pour la seconde fois le maître, non plus dans son corps, mais dans son esprit, la foule le ressuscitait : « Vive Jaurès ! »

Et quand le cercueil fut posé sur le char funèbre, et que les drapeaux rouges s'inclinèrent, la foule cria : « Vive Jaurès ! »

Et quand le corbillard précédé lui-même par trois chars sur lesquels s'entassaient les couronnes dédiées par tous les pays du monde, encadré par les « hommes de confiance », suivi de la famille, des députés ceints de leur écharpe, s'ébranla, la foule cria encore : « Vive Jaurès ! »

Le soleil était déjà haut sur l'horizon. Il avait chassé les dernières grisailles du ciel parisien. La lumière était chaude, et d'un bleu franc. C'était un beau mois d'août pour les moissons, pour les amours.

A travers les voies immenses, presque désertes, le cercueil avançait, traînant, comme un aimant la limaille conglomérée, sa queue de peuple. La foule marchait d'un pas morne, silencieux. Des vendeurs décorés de l'églantine rouge, offraient le numéro de la *Guerre Sociale*. Il portait une manchette admirable : « Les Funérailles de la Paix ».

Sur le quai de la Conférence, le cortège croisa un peloton de fantassins. Les soldats s'arrêtèrent, firent un quart de tour, rendirent les honneurs.

Place de la Concorde, le cercueil s'engagea sur le pont. Tous les personnages officiels. Derrière eux, une chaîne d'hommes de confiance barrait l'entrée du pont. La foule buta, puis glissa sur ce rempart fragile. Elle reflua sur la place de la Concorde. Là-bas, de l'autre côté de la Seine, le corbillard disparaissait sous le portail de la gare d'Orsay, toute blanche, mausolée neuf.

Une fois encore, la foule cria : « Vive Jaurès ! » Et presque instantanément, comme si les pavés avaient bu cette vague humaine, l'immense place se vida.

Ni les ministres, ni les chefs socialistes, leurs alliés déjà et bientôt leurs collègues, n'avaient pu faire que les funérailles de Jaurès n'eussent été dignes de lui.

PAUL DESANGES ET LUC MERIGA.



Civilisation et Socialisme



L'Argentine, avant la guerre, avait coutume d'inviter, tous les ans, une personnalité en vue de l'Europe. C'est ainsi qu'Enrico Ferri, le philosophe italien, disciple d'Engels, Jaurès, Anatole France, se rendirent en Amérique du Sud. Jaurès fut invité en 1911.

En septembre, il commença sa tournée de conférences à Buenos-Ayres. Dans les plus grandes salles de la ville (théâtres de l'Odéon, du Colisée, etc.), il traita les sujets suivants : *La force de l'Idéal*. — *Les idées de Alberdi et les réalités contemporaines*. — *Les nationalités, démocratie et classe ouvrière*. — *La politique sociale de l'Europe et la question de l'immigration*. — *L'organisation militaire de la France, l'armement du peuple*. — *Civilisation et socialisme*.

En publiant ce discours absolument inédit en Europe, *Clarté* à l'occasion de la commémoration de l'assassinat de Jaurès, ne fait qu'apporter sa contribution historique à la connaissance approfondie de la vie et de l'œuvre du tribun.

Clarté a depuis longtemps pris position sur le jaurisme qu'elle a su situer par une loyale critique révolutionnaire, en dehors de toute question de sentimentalité d'avant-guerre.

D'ailleurs à la lecture de ce discours on se rendra compte de la justesse de cette opinion que Raymond Lefebvre formulait sur Jaurès en 1916 (Voir *Clarté* n° 25 : *La Mort de Jaurès et de l'Internationalisme Jaurésien*).

« Donc, rendant hommage à son génie et sachant nous souvenir de ce qu'il fut pour nous, arrachons de mains indignes les instruments de travail qu'il a laissés et, sachant qu'il n'est de pire trahison à la pensée d'un homme que de vouloir la répéter, libérons-nous nettement de certaines de ses doctrines qui sont aujourd'hui hors d'usage et pour être fidèles à l'esprit de sa foi, tournons-nous dans sa direction et laissons ses faux disciples marquer le pas militaire autour de son tombeau. »

Le socialisme a été, dès son origine, une force, un élément actif de la civilisation humaine. Il est mêlé, dès ses débuts, à ce grand mouvement de la révolution française qui a déterminé la démocratie européenne.

Dès les premiers jours de la révolution, lorsque la bourgeoisie, après avoir proclamé la formule théorique des droits de l'homme et du citoyen, en restreignit le sens en retirant, par l'organisation du système électoral, les droits politiques à des millions d'hommes, en les qualifiant de citoyens passifs, à ce moment déjà se produisirent des protestations dans lesquelles on reconnaît le ton des revendications socialistes. Des voix s'élevèrent pour réclamer contre ce privilège de la propriété et proclamer que le droit de l'homme était supérieur aux droits et aux prétentions de la propriété.

Dans l'évolution des événements et des forces révolutionnaires, toutes les grandes doctrines socialistes qui devaient occuper l'attention du monde, commencèrent à s'affirmer. Le Saint-Simonisme fut esquissé d'abord par Boissel, dans des séances du Club des Jacobins, où Fourier avait connu Lang qui formulait ce que serait plus tard le fouriérisme : l'association universelle, la combinaison et la coopération des efforts. Mais c'est surtout avec Babeuf, ses disciples et ses compagnons, que le socialisme entre véritablement dans la réalité de l'histoire et dans la vie des sociétés nouvelles.

Babeuf avait traversé toute la révolution française, depuis les premières lueurs resplendissantes du 14 juil-

let, jusqu'à la chute de Robespierre et la réaction de Thermidor. Il avait vu toute sa grandeur et toute sa misère, toutes ses espérances et toutes ses défailances, se rendant clairement compte que l'unique moyen de ranimer dans le cœur des peuples la vie révolutionnaire languissante, et l'espérance affaiblie, était de lui proposer un idéal social, plus audacieux et plus vaste que celui qu'il avait pu entrevoir.

De la distribution des biens nationaux, soit des églises, soit des nobles émigrés, avaient profité jusqu'alors les possesseurs. La vente de ces terres publiques s'était faite au bénéfice de la bourgeoisie rurale et urbaine. Et Babeuf proclamait qu'il était nécessaire de penser enfin au peuple tout entier, en cherchant, dans des formes de propriété commune, la garantie d'une commune félicité.

Mais, en même temps qu'il proclamait cet idéal communiste et socialiste, il ne s'isolait pas dans l'utopie. Il unit sa pensée, sa doctrine, son effort, à toute l'œuvre intérieure de la révolution et son programme initial était de rétablir la constitution démocratique de 1793 pour donner au peuple une souveraineté effective.

A partir de ce jour, par l'union des « Montagnards » qui survivaient, avec les premiers socialistes groupés autour de Babeuf, fut fondée l'union de la démocratie avec le socialisme.

Dès lors, la démocratie ne pourrait s'étendre en Europe et dans les autres pays du monde sans porter après elle la pensée et l'action socialistes. Il n'était plus possible, dans le mouvement des sociétés humaines, de séparer la démocratie et le socialisme, pas plus qu'il n'est possible de séparer du centaure impétueux, le buste de l'homme du corps du cheval.

Ah ! si Babeuf et ses amis avaient attendu — pour proclamer les revendications du prolétariat, pour entrer en action en faveur de la masse ouvrière — que le développement, à peine entrevu encore, de la grande industrie et du machinisme, eût transformé les conditions techniques, le socialisme ne fût pas né à ce moment-là. Mais il suffit, pour le voir surgir, que l'idée de démocratie s'affirmât dans sa plénitude et que, dès cette époque, les esprits prévoyants entrevissent déjà que la seule force de l'impérialisme bourgeois ne réaliserait pas intégralement l'égalité sociale.

Le socialisme est universel

Voilà comment, depuis plus d'un demi-siècle, dans toutes les grandes nations des deux mondes, quel que soit le degré de leur évolution économique, la démocratie est en mouvement ; comme en toutes les parties du monde, le travail supporte des charges pesantes et cherche à s'en libérer, la pensée socialiste a sa raison d'être et s'affirme sous des formes diverses, mais en tendant sans cesse vers le même but.

Pour se rendre compte des combinaisons d'activité qu'assume la démocratie sociale, il suffit de regarder comment se meut la démocratie politique ; celle-ci se formule dans une idée centrale, ou plutôt dans une idée unique : la souveraineté politique du peuple. Mais cette idée unique est malléable, elle se transforme et se réalise par des mécanismes différents, selon les moments, selon les peuples et selon les milieux.

Ainsi, dans certaines parties du monde, la démocratie politique arrive à sa conséquence extrême, à sa formule pleine et intégrale, qui est la République. Dans d'autres parties, elle doit transiger avec le passé et elle se constitue, comme en Angleterre, en une monarchie constitutionnelle, où le roi n'est qu'une décoration somptueuse et où la force de la majorité populaire finit par prévaloir. Dans les républiques, quelle diversité de mécanismes et de constitutions ! Dans certains pays, comme en France, république unitaire ; dans d'autres pays, comme au Brésil, république fédérale. Et entre ces deux types : république pleinement unitaire et république essentiellement fédérale, s'échelonnent toutes sortes de types et de coordinations intermédiaires.

Il y a aussi des républiques qui gouvernent avec un régime parlementaire, c'est-à-dire avec un régime dans lequel les ministres dépendent, quant à leurs actions quotidiennes et à leur existence même, de la volonté du Parlement ; des républiques représentatives où le pouvoir exécutif est celui qui élit les gouvernements qui sont seulement responsables devant lui.

Et bien, cette diversité dans les modes selon lesquels se formule et se réalise la démocratie politique, bien loin d'être une objection contre la démocratie, démontre sa puissance vitale, car la vie est faite de deux forces : une force d'unité et de permanence, et une force de flexibilité et d'adaptation. De la même manière, dans tout le monde, sous des formes diverses, se meut la démocratie sociale. La démocratie politique a pour formule la souveraineté du peuple, et cette formule se diversifie dans son application. La démocratie sociale et socialiste a pour formule : la souveraineté économique du peuple, la souveraineté du travail. Mais elle aussi se modifie, s'adapte et se rend flexible selon les nations, et selon les moyens dont elle dispose.

Ainsi, par exemple, pour préparer la souveraineté du travail dans les grandes industries déjà centralisées, on ne suit pas le même procédé que dans les régions et les régimes des petites propriétés agricoles.

Là où l'industrie est centralisée, où elle se trouve entre les mains d'une minorité ; là où la grande propriété capitaliste a fait mordre la poussière à la moyenne et à la petite industrie ; là où commandent les grandes industries du Creusot ou de Westphalie ; là où les grandes manufactures et les fabriques d'acier des Etats-Unis ont réuni les petits producteurs, où les capitalistes se groupent — associés en cartels et en trusts qui établissent, de fait, le monopole de la production en réduisant à un vain mot la liberté bourgeoise de la production, — là, logiquement, apparaît aux esprits, pour proclamer la souveraineté du travail, l'idée de la socialisation de ces monopoles.

Au contraire, là où il y a des millions de petits producteurs paysans, qui ont conservé la propriété de leurs terres, les fécondant à force de travail et d'épargne, le socialisme n'avait pas à remplacer par un procédé artificiel, par un coup de force arbitraire, grâce à une formule de socialisation, ces millions d'existences indépendantes ; mais il intervient auprès d'elles pour les inviter à s'associer, à former — pour la vente de leurs produits et l'achat de leurs engrais — des coopératives et des fédérations, afin d'échapper à l'exploitation du commerce.

C'est ainsi, par des moyens divers, par des solutions distinctes, selon la classe du travail, selon le moment et le milieu, que le socialisme — force vive et active, flexible et élastique — poursuit son but essentiel : la souveraineté du travail, en s'adaptant à tous les accidents du terrain et à toutes les diversités de la misère.

Et, sans vouloir me risquer à des applications parti-

culières qui supposeraient, de ma part, une connaissance de vos milieux plus exacte que je ne puis l'avoir, j'affirme qu'il n'y a pas, aujourd'hui, sous le soleil, une seule civilisation, un seul peuple naissant ou déjà formé, jeune ou vieux, dans lequel la force de la pensée socialiste et de l'organisation ouvrière ne puisse s'exercer ou se développer efficacement, pour le bien de sa civilisation.

Partout, l'action socialiste peut s'effectuer au profit d'une civilisation supérieure, dans le sens de ce que l'humanité a rêvé de plus grand et de plus noble. Un des premiers devoirs, une des règles essentielles de la civilisation humaine, est le développement des forces de production.

Le socialisme et la production

L'homme a été, durant des siècles et des siècles, asservi par la nature, dominé par elle, écrasé par elle. La nécessité et la peur étaient les tyrans, et devant cette double force l'homme inclinait la tête. Mais, peu à peu, avec une grande lenteur, il se libère de la nature ; il l'oblige à produire, non pas selon sa fantaisie incertaine et fallacieuse, mais conformément aux calculs de sa raison et de sa direction.

Il ne peut y avoir de grande civilisation sans richesse, sans accroissement de production. Et je le répète et continuerai de le répéter, parce qu'il importe qu'il n'y ait à ce sujet, entre la démocratie et le socialisme, pas le moindre malentendu. — plus que tout autre doctrine, plus que tout autre force humaine, le socialisme a intérêt au développement de la puissance de production.

L'esprit de progrès social s'annihile dans les peuples dont la force de production languit. Quand les cités allemandes du Rhin vivaient, submergées dans la pesante somnolence, à l'ombre de leurs cathédrales, c'eût été une folie, dans ces milieux de misère et de mendicité, de vouloir proclamer les revendications humaines. Il faut que les souffles de l'industrie passent largement, balayant les vestiges du passé, pour que les hommes se sentent poussés vers l'avenir. Dans une société paralysée, l'idéal social serait comme une fleur empoisonnée et stérile.

Le socialisme est donc favorable à tout développement de la production ; et, par les buts qu'il poursuit et par son essence, il travaille et travaillera en faveur de son accroissement. Son idée centrale est de remplacer le régime d'antagonismes et d'anarchie économique, où s'appuient aujourd'hui tant de forces humaines, par un régime de coopération, d'association de producteurs égaux, fraternellement unis. Quand le travail aura pris, dans toutes les parties du monde, cette vaste forme de coopération sociale, quand tous les individus ne seront plus des salariés passifs, mais des associés, intéressés directement au progrès de la richesse créée par eux et pour eux, toutes les activités, toutes les initiatives, toutes les inventions seront mues par un aiguillon incomparable.

C'est la masse obscure des prolétaires qui a créé et préparé, dans l'anonymat de son travail quotidien, la plus grande partie des inventions qui sont appliquées actuellement.

Ce sont les combinaisons nées dans les têtes ouvrières des tisserands qui ont suggéré l'idée des premiers métiers mécaniques. Monge, le grand géomètre français, déclarait et reconnaissait que, dans les figures et les dispositions des pierres, pratiquées spontanément par les maçons, il avait rencontré les éléments d'une géométrie appliquée. Toutes les inventions ont leur part dans le travail, dans l'expérience du travail. Et c'est de cette œuvre quotidienne d'applications et d'expé-

riences, que surgissent les nouvelles idées de progrès technique.

L'aviation, par exemple, l'invention la plus sublime de ces dernières années, n'est pas le fruit de hautes spéculations scientifiques. La science n'est pas encore parvenue à surprendre la véritable cause du vol des oiseaux. Comment les oiseaux équilibrent-ils leur vol ? Comment peuvent-ils s'élever dans les airs ? Une certaine théorie mécanique ne peut l'expliquer encore avec précision. Et ainsi qu'elle ne connaît les formules de ce vol, pas davantage elle ne connaît celles du vol des grands oiseaux mécaniques construits par les hommes.

Ce vol s'est réalisé, cependant. C'est par des tâtonnements et des audaces successives ; c'est par l'audace du chauffeur habitué à manœuvrer sa machine et à la lancer à toute vitesse, sans vertige. C'est cette audace tranquille, c'est elle qui a permis à l'humanité de rompre, au prix de nombreuses vies, la chaîne séculaire de la pesanteur et de la servitude terrestres.

Ce n'est pas que je dédaigne la science théorique et ses audaces. Personne ne l'admire plus que moi et personne n'apprécie plus que moi la valeur de ses principes, même s'ils n'ont pas de conséquences pratiques immédiates. Ce que je veux dire, c'est que les ouvriers entrent pour beaucoup dans le progrès des inventions, parce que ce sont eux qui, tous les jours, font manœuvrer les appareils et les mécanismes.

Et si, aujourd'hui, avec la vie incertaine qu'ils doivent vivre, dans l'inertie à laquelle les réduit le manque de responsabilité et de puissances directrices ; si, aujourd'hui, sous le salariat, qui est un état de semi-dépendance et de semi-somnolence, les ouvriers font surgir cependant du travail en action les découvertes par lesquelles l'humanité progresse, que sera-ce le jour où tous les hommes seront des individualités complètes, ayant dans le travail associé leur part égale de responsabilité et de direction, proportionnelle à l'effort qu'ils réaliseront, quand, de ces cerveaux illuminés, de ces cœurs libérés, de ces mains élevées par la noblesse du travail libre, surgiront en abondance les progrès de la production et de la richesse.

Le socialisme et l'individualité

De même que le socialisme servira la civilisation en développant la force de production et le progrès technique, de même il servira la civilisation en développant l'individualité humaine.

Ah ! c'est un singulier préjugé, de la part de nos adversaires, de s'imaginer que le socialisme serait la paralysie, la réglementation embarrassante des initiatives et des libertés ! Il convient de s'expliquer sur le sens de l'individualité humaine et sur la valeur de l'individualisme.

Il y en a beaucoup pour lesquels l'individualisme se réduit à permettre à quelques individus d'usurper une fausse grandeur au préjudice des autres. Mais nous ne reconnaissons l'individualisme véritable que dans la libre impulsion donnée aux facultés profondes et aux activités de tous les hommes. Ce qui m'impressionne à travers l'histoire, c'est que les individus mêmes qui, par la force unique du privilège social, s'élèvent au-dessus des autres, perdent dans cette élévation fictive et arbitraire, autant que la masse des individus assujettis ou exploités par eux.

Il ne peut y avoir d'individualité plus orgueilleuse que celle des anciens rois de Ninive ou de Babylone qui usurpaient, dans leur majesté terrible et quasi-divine, toutes les forces des multitudes soumises et tremblantes. Le roi seul pouvait, lui seul voulait. Il dirigeait ses grandes chasses royales avec ses chiens ter-

ribles et, quand il était fatigué de sa chasse à l'animal, il s'amusa à l'odieuse chasse à l'homme et, sur un signe de lui, la barbarie se déchainait.

Les captifs étaient amenés devant lui, immolés en sa présence et pour lui. Le reflet du sang répandu l'enveloppait en une sorte de pourpre, comme une idole terrible devant laquelle tout pâlisait. Voilà les beautés de l'individualisme !

Cette souveraineté absolue, isolée dans la folie de son orgueil, incapable de goûter les nobles et simples joies de la vie, les joies de l'amour libre et spontané, les joies de la famille humaine, ne voyant partout que les esclaves tremblants, cette souveraineté absolue s'avilit et son cœur est un vase de cendres.

L'individu qui dirige arrive à être plus grand à mesure que sa puissance de régir les autres hommes diminue : plus grand que ce roi oriental ombrageux !

Les aristocrates romains, qui ont aussi des esclaves et des vaincus qui portent des chaînes faisant un bruit sinistre sur les pavés de la vieille Rome, étaient obligés de traiter avec des citoyens libres, avec des hommes qui pouvaient dire : comme vous, nous sommes des citoyens de Rome. Et l'aristocrate romain, après s'être senti secoué dans son orgueil étroitement individuel, s'aperçoit que son cœur est gonflé d'un orgueil plus noble, d'une joie plus généreuse et plus forte, celle d'être égale à tous les hommes qui sont avec lui au Forum, celle de se sentir citoyen de la libre Rome.

Au Moyen âge, le seigneur féodal a ses serfs et ses vassaux, ses brutalités et son orgueil. Mais si l'on cherche au fond de ces âmes, il se rencontre que leur joie véritable est celle de se sentir, à certaines heures, liés à d'autres hommes, par des liens d'affection et de fidélité réciproques.

Le noble féodal est remplacé par la grande force, la grande individualité des temps nouveaux : le chef d'industrie, le chef de la production. Ah ! celui-ci aussi a une grande puissance individuelle ; il possède aussi son orgueil tout puissant et parfois exerce son caprice sur d'autres hommes. Mais il est d'autant plus grand, parce qu'il a à compter avec la force libre des salariés qui s'organisent.

Quelle que soit votre conception sociale, demandez-vous ce que serait aujourd'hui, moralement et intellectuellement, la bourgeoisie qui dirige le monde si elle n'avait pas eu à diriger et à gouverner des masses ouvrières inertes, incapables de toute résistance et de toute revendication ?

Ce fut un terrible châtement que celui qu'exercèrent les esclaves contre les propriétaires d'esclaves. Les propriétaires furent cruels, manièrent le fouet et l'insulte ; l'esclave supporta en silence la violence et l'affront. Mais sa revanche historique, sa revanche, continuée pendant des siècles, fut d'annoblir quelques-uns des vices de l'esclavage dans l'esprit de ses maîtres. L'esclave était l'image du travail ; il enseignait, par son exemple, le mépris du travail.

Et si l'esclavage eût duré, s'il n'eût pas disparu du Brésil ou des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, peu à peu, les possesseurs, s'habituant à diriger cette masse servile, auraient dégénéré dans la paresse et dans l'inertie. Et si les ouvriers de la grande industrie moderne, les ouvriers qui ont été accumulés, voici plus d'un siècle, dans les usines et les ateliers, s'ils étaient une masse soumise et amorphe, incapable de résistance et de réclamations, ils se fussent chaque fois enfoncés davantage dans un marais de misères. Les dirigeants auraient cherché alors la victoire économique, non pas dans le progrès technique de la production, dans l'organisation plus sage de ses usines, et dans l'élargisse-

ment du marché, mais dans l'exploitation chaque fois plus sordide de la main-d'œuvre humaine humiliée.

De telle sorte que, en réclamant et en se levant pour défendre leur vie, les travailleurs ont élevé la bourgeoisie elle-même. Le chef d'industrie s'annoblit quand il doit résoudre ce double problème : étendre et fortifier son industrie et tenir compte de l'anxiété de justice de la masse prolétarienne.

Le jour où, dans la société transformée, tous les hommes seront des possesseurs associés; où, par une série de transformations légales, les salariés et les propriétaires d'aujourd'hui coopéreront avec tous les individus de toutes les sociétés; ce jour où les chefs et les organisateurs du travail ne seront plus imposés par le privilège du capital ou par le privilège de la naissance, mais seront élus et adoptés par leurs associés, recevant un mandat pour être administrateur et directeur de la production, ce jour-là, quelle individualité forte se développera! Car il sera nécessaire que ces chefs aient l'esprit de progrès, qu'ils développent la production, mais qu'ils développent en même temps, dans les milliers d'hommes qui seront leurs associés, l'audace de la pensée et la discipline collective du travail organisé.

Jamais l'individualité humaine ne sera plus noble qu'alors!

Il y a, dans la société d'aujourd'hui, une étrange manière de mesurer la valeur des hommes. Pour dire qu'une individualité s'élève et se développe, il importe de voir à son côté le contraste d'individualités rabaisées, exploitées et humiliées. On ne conçoit pas la richesse humaine autrement que comme un trésor limité, que les uns peuvent avoir, mais non les autres. La vraie richesse est cependant celle qui ne diminuera pas en se divisant.

Les facultés, les nécessités, les habitudes inférieures se font obstacle les unes aux autres. La vanité de l'or offusque l'esprit de domination de l'or et exige le servilisme des autres hommes. Et les individus, au lieu de chercher un luxe substantiel, un luxe de santé, un luxe d'élégance sobre et de beauté virile, sont désespérés par un luxe de vanité, en vertu duquel on ne jouit pas de ces choses, si ce n'est à la condition que d'autres en soient privés.

Au contraire, toutes les facultés supérieures de l'individu humain peuvent se manifester dans leur plénitude. Qu'un homme aime d'un amour noble, l'exemple même de ces amours nobles et purs éveille dans le cœur des autres hommes une vaste possibilité d'amour. Qu'un homme pense et étudie, qu'il comprenne, travaille et admire, loin de restreindre les facultés des autres hommes, il les annoblit; et lui-même devient d'autant plus grand qu'il diffuse sur les autres hommes les rayons d'une belle émotion.

Admirer seul, savoir admirer seul, savoir, devant la beauté d'un livre, d'un paysage, ou d'un récit historique, admirer seul la beauté, c'est une grande et noble chose. Mais cette admiration s'élargit et s'élève, elle acquiert une valeur plus intense, quand on voit que d'autres, gardant leur originalité profonde et très particulière, vibrent de la même émotion.

Montez sur le sommet d'une montagne; du haut de la cime la plus élevée, vous admirerez l'horizon infini où semblent se toucher l'azur de la mer et l'azur du ciel. Vous resterez silencieux et émotionnés dans le recueillement, dans cette communion de l'esprit de l'homme avec la beauté des choses. Mais, à votre côté, s'élève le murmure d'une admiration égale à la vôtre. Un homme comme vous, dont les yeux sont pleins de la même beauté, illuminés de la même flamme, vous montre — dans ce que vous admirez — les traits qu'il a sur-

pris lui-même. L'échange de l'émotion s'établit alors et toutes les facultés de l'âme se purifient, en s'élevant aux mêmes hauteurs...

La justice sociale

Jusqu'à présent, les civilisations les plus resplendissantes ont été comme des fleurs développées sur un fond de misère et de servitude.

La beauté hellénique, le génie de Phidias, l'élégance du Parthénon, la musique divine des dialogues de Platon, le prodigieux éclat de la pensée d'Aristote resplendissant sur toutes les choses de la nature et de l'esprit, la démocratie d'Athènes, délibérant à l'Agora sous le bleu du ciel attique... spectacle admirable! qui avait pour fondement et pour base obscure la servitude des alliés exploités et la misère muette des esclaves.

Après, c'est le grand soleil chrétien qui passe sur la terre. C'est une nuée d'or qui se reflète dans le lac de Galilée; une sublime espérance de fraternité qui traverse le cœur des hommes. Mais, tandis que les premiers triomphes de la doctrine nouvelle s'en allaient, faisant leur chemin, les misères prolétariennes continuaient. L'empire romain, qui transmet à l'Eglise ses conquêtes, s'appuie sur la servitude et les esclaves. Les esclaves s'inclinent sur la glèbe, au bord du chemin qui conduit les fidèles à l'église fraternelle. Les esclaves, pareillement, assistaient aux mêmes offices divins où l'on proclamait la beauté et où l'on adorait un Dieu de fraternité et de douceur. Mais les patriciens croyaient qu'il suffisait de proclamer l'égalité de l'ordre surnaturel, oubliant de la réaliser dans la vie...

La Révolution vint et dit : liberté pour tous les hommes, droits pour tous les hommes! Et elle crut qu'il suffisait d'exercer la liberté pour réaliser la justice. Mais les forces économiques travaillent, accumulant dans les mains des uns la richesse et la force, accumulant sur les autres la servitude et la misère.

Il faut en finir avec cette iniquité de l'histoire. Il faut en finir avec ces civilisations d'extériorité et de faux éclat. Nous voulons que la masse s'élève; nous voulons que l'égalité pénètre dans la vie des hommes; qu'ils ne soient pas frères de nom, égaux dans des formules, mais qu'ils soient véritablement associés et coopérateurs dans la vie humaine, dans le travail, dans l'habitude de la pensée, dans la joie du cœur, dans la noblesse de l'âme et dans l'amplification des horizons de justice, de lumière et d'espérance.

Telle est l'œuvre civilisatrice du socialisme. En même temps qu'il veut qu'une société d'égaux soit substituée à une société d'antagonismes qui fait se heurter les individus contre les individus et les classes contre les classes, il veut que la barbarie de la guerre et de la paix armée cesse pour les nations et que tous les trésors et toutes les richesses d'or et de pensée que l'humanité détériore dans ses brutalités, soient consacrés à féconder la vie. Cet idéal de paix, de justice, d'humanité et de travail associé, organisé et fécond, est ce que le socialisme met dans l'âme des multitudes. Elles poussent l'histoire, elles réaliseront l'idéal, et les hommes et les peuples réconciliés, pour la première fois, atteindront l'humanité. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des fragments, des embryons d'humanité. Nous ne rencontrons la joie pleine que lorsque nous possédons et jouissons de ce qui manque aux autres. Il faut se libérer de ce fardeau horrible, de ces restes d'instinct grossier et d'animalité; il faut établir l'humanité libre et pensante, l'humanité qui possède une conscience, une volonté et un cœur!

JEAN JAURES.

(Discours prononcé à Buenos-Ayres, 20 sept. 1911).



AU CAMP DE BAYREUTH

(Novembre-Décembre 1918)

(Le motif de ce tableautin, emprunté au roman écrit par un prisonnier de guerre, l'Emprise de l'Absente, sous presse, — suffit à nous intéresser puissamment, toute littérature à part : l'effet de la révolution allemande sur un camp de soldats français prisonniers.)

...Au-dessus du camp de Bayreuth, un avion passait en flèche, l'hélice vrombissante. Une longue étoffe rouge flottait à son bord, comme une crinière. A la fourmière des prisonniers accourus sur la place, le pilote adressait de grands gestes. L'appareil, obliquant sur les baraques, effleura les toitures, piqua droit sur l'immense prairie environnante, vint doucement se poser à trente mètres des grillages. Un homme sauta du fuselage et partit en courant vers la Kommandantur.

Un quart d'heure après, les captifs apprenaient la nouvelle apportée par l'avion rouge : la république des Soviets était proclamée dans toute la Bavière. Tous les pouvoirs passaient aux mains des Arbeitersoldatenrat ou Conseil des ouvriers et des soldats. La surprise était à son comble parmi les captifs. Hier encore, l'Allemagne semblait si imprégnée de militarisme! Parmi les captifs, certains se réjouissaient de ce formidable pas en avant. D'autres redoutaient déjà les risques d'une contamination possible par l'esprit révolutionnaire. Beaucoup ricanèrent, croyant à une comédie politique, à quelque nouvelle ruse teutonne. Dans les groupes on discutait avec véhémence, les divergences d'opinions s'accusaient, et l'on s'affrontait entre prisonniers à coup de conceptions sociales.

Deux jours après, un délégué des A.S.R. de Nuremberg arriva au camp. Il demanda aux Français de se rassembler sur la place, ayant à leur communiquer les propositions de son Comité.

Il discourait au milieu d'un fort rassemblement. A l'une des manches de sa capote négligemment jetée sur ses épaules, était épinglé le large brassard blanc des A.S.R. Paperasses en mains, en un français tourmenté, il expliquait à l'ennemi de la veille le grand mouvement prolétarien de l'Allemagne, soulevant à tour de rôle des murmures sympathiques ou réprobateurs. Enfin, il lança un ardent appel à l'oubli des torts réciproques, à la réconciliation des deux races. Le tumulte se déclina. Les interruptions furieuses se croisaient avec les adjurations impatientes des partisans. La voix du feldgrau était couverte alternativement par les braves et par les sifflets. Le délégué dut se retirer, demandant encore aux prisonniers de désigner au vote parmi leurs camarades un Soviet en remplacement des officiers bavares pour qu'il se concertât avec l'Arbeitersoldatenrat de Bayreuth. Les prisonniers rentrèrent dans leurs baraques où les contestations reprirent avec violence. Les sous-officiers revendiquaient le droit exclusif de reprendre en mains le commandement dont la captivité les avait privé. Beaucoup parmi les simples soldats répugnaient à cette reprise déguisée de la vie de caserne. Alors, les récalcitrants étaient menacés de punitions, en représailles, à leur retour en France...

L'élection pour un Soviet de prisonniers ne put donc avoir lieu. Les jours passèrent. Au camp de Bayreuth, la vie des captifs s'était profondément modifiée. La discipline n'y existait plus que de nom. A la nuit tombée, les sentinelles laissaient franchir les grillages, en échange de quelques vivres. Dans le jour, les Français se rendaient furtivement à Bayreuth. Dans la ville, le spectacle était étrange. Une foule calme roulait par les rues, du matin au soir. Au long des façades de monuments publics pendaient de grandes oriflammes rouges. Fort peu d'officiers. Ils ne portaient d'ailleurs ni insignes, ni épaulettes, et se gardaient bien d'intervenir vis-à-vis de leurs soldats ou même des prisonniers. Ces derniers n'étaient molestés nulle part, et recevaient l'accueil le plus commercialement aimable dans les magasins où ils faisaient leurs emplettes. Sous de larges banderoles blanches portant le souhait de bienvenue, sous les guirlandes de feuillages barrant les rues, défilaient des détachements de feldgrau, se démobilisant d'eux-mêmes, dans un ordre relatif. Ils jetaient en tas, dans les cours des casernes, casques, fusils, équipements, puis rentraient chez eux, paisibles, l'air d'ouvriers débarrassés d'une tâche accablante. Dans la ville, ni cohues, ni désarroi. Peuple extraordinaire de domination sur lui-même, passant avec indifférence auprès des captifs. Beaucoup de ceux-ci, jugeant selon leur tempérament ethnique, ne voyant le sang versé nulle part,

mettaient en doute la sincérité d'une révolution si hardie dans ses vues, si modérée dans ses moyens.

Elle était pourtant bien réelle. Sous le coup de magnésium de la défaite, le peuple allemand comprenait à quelle déchéance l'avait conduit le militarisme. Sans tâtonnements chaotiques, il attendait les messagers de la réconciliation universelle, se ramassant sur lui-même pour une foulée gigantesque dans la voie du progrès social. Oui, c'était bien le Crépuscule des Dieux de leur grand Wagner. Le livre de leurs gloires militaires se fermait à la page somptueuse et ensanglantée. Dans le soir tombant, croulaient les idoles, au bruit de l'hallali enragé des vainqueurs stupéfaits de leur soudaine victoire...

Les captifs devenaient de plus en plus inquiets. Quand pourraient-ils regagner la France ? Qui donnerait l'ordre du départ, parmi cet enchevêtrement de Soviétiques ? S'évadant, n'auraient-ils pas à redouter l'exaltation de quelques chauvins vindicatifs ? D'ailleurs, tout retour individuel dans leur patrie leur était interdit par les alliés eux-mêmes mis en défiance contre leur état d'esprit.

Et la mort rôdait autour d'eux. La grippe « espagnole » sévissait épouvantablement parmi ces hommes débilités par le séjour prolongé dans les camps. Alignés devant l'infirmerie où on les déposait nuitamment, les cadavres formaient chaque matin de macabres et noires rangées. Le A.S. R. manquait de matériel roulant pour rapatrier les captifs, et la hantise de leur foyer les enfiévrant et les déprimait tour à tour. Les bruits les plus contradictoires circulaient. A Mannheim, les Allemands faisaient feu sur les Français. A Grafenwohr, par contre, des fraternisations entre ennemis de la veille se produisaient. Dans certaines usines, tous arboraient l'égilantine rouge. Mais, tandis qu'à Bayreuth les feldgrau conduisaient eux-mêmes à leur train ceux qui voulaient s'évader, des colonnes de nouveaux prisonniers refluaient sur le camp ; des hommes déguenillés, hâves, exténués, brutalement ramenés du front français par une soldatesque ivre de rage.

Enfin, après mille difficultés, la liste d'un premier convoi de rapatriés put être établie. Une grande concentration avait lieu à Bayreuth. A tout instant, on voyait arriver au camp les paysans ramenant leur « Franzose » qui avait partagé leur labeur et dont ils se séparaient le cœur gros sans même chercher à dissimuler leurs larmes.

Rassemblés dans la grande allée, cinq cents Français attendaient l'ordre de départ, comme dans la stupeur de l'événement formidable. Ils ne voyaient qu'une chose : franchir les grillages. A peine quelques-uns se livraient-ils aux hypothèses sur l'avenir qui leur était réservé. Depuis si longtemps, ils avaient vécu en marge du reste de l'humanité !... La colonne stationnait parmi la haie mouvante des camarades qui ne partaient pas encore. A quatre heures du soir, les Bavarois vinrent se ranger pour l'escorte. La minute solennelle, émouvante, allait tomber.

Un commandement bref. Une acclamation jaillit, s'enfle, déferle, enveloppe les files de prisonniers qui se mettent alors en mouvement, avec lenteur, tout au long des baraques. Des mains et des mains se tendent, frénétiques ; des adieux définitifs sont clamés. En un tumulte ordonné, la colonne s'engouffre dans le couloir de l'entrée, puis s'engage sur la route, y déroule ses échelons bigarrés où sonnent les cris joyeux, les chansons, parmi la présence des sentinelles bavaroises obstinément silencieuses. En se retournant, les rapatriés aperçoivent de plus en plus distants ces grillages derrière lesquels ils laissent leurs nostalgies passées. Et ils s'étonnent de ces barrières dérisoires qui pourtant, plus que des remparts formidables, les avaient pour ainsi dire retranchés de la vie.

Ils arrivaient aux premières maisons de Bayreuth embuées par le crépuscule de décembre. Un grand silence tombait dans les rangs rapidement reformés. Les Français pénétraient à travers les faubourgs jusqu'au cœur de la ville déjà éclairée. Alors un chant s'élevait au-dessus du piétinement de la marche. Et la « Madelon » voletait allègre, rythmant le défilé des anciens captifs parmi les rues aux trottoirs grouillants de foule dominicale...

G. ADRIAN.



La Révolution et les Arts



Cet article publié par nos camarades anglais dans leur revue *The Communist Review*, donne exactement le point de vue que *Clarté* a défendu en France sur cette même question.

L'art bourgeois agonise. Les peintres cubistes et futuristes ont montré ses dernières convulsions. Certaines poésies récemment publiées puent franchement. De fait, tous les mouvements artistiques « modernes » ne sont que les expériences fiévreuses d'artistes qui ne voient aucun espoir véritable pour leur art. Et ils ont raison. L'art bourgeois n'a pas d'avenir, et c'est perdre son temps que d'en mutiler les formes ou de jongler avec elles. Car ces modernes faiseurs d'expériences ne touchent jamais au cœur du problème. Ils peuvent produire des œuvres « intéressantes », mais ils ne nous émeuvent jamais. On ne ressuscite pas un art qui meurt, en le galvanisant. L'art bourgeois est fini parce que la vie bourgeoise est finie. L'art de l'avenir — l'art du prolétariat — surgira non pas en des formes et des sonorités étranges, inhumaines, et exotiques, mais en sa douceur et sa simplicité, parce que la vie elle-même sera devenue plus simple et plus douce.

C'est pourquoi le premier souci de tous les artistes devrait être de s'intégrer à la seule force au monde qui puisse vraiment être créatrice. Nous avons à comprendre que la lutte de classes n'est pas (comme la presse la représente) une menace des gens grossiers contre les êtres cultivés, mais un simple courant humain qui s'est prolongé et développé tout au long d'une époque bourgeoise et profiteuse de *décivilisation*.

Il est nécessaire de prendre conscience de ce fait avant qu'un ordre nouveau soit établi, pour que la lutte de classes elle-même puisse être abolie. On ne pourra d'ailleurs en venir là que quand tous les hommes et femmes seront des travailleurs ; et si quelques habiles exploitateurs ou commanditaires refusent de comprendre le mal de ce régime, il faudra eux aussi les éliminer — sans faire d'embarras.

Mais aucun véritable artiste ne saurait être de leur bord, car les artistes sont des travailleurs, et la majorité d'entre eux sont aussi exploités que des artisans. (Les simples mots « artiste » et « artisan » proclament cette fraternité !)

Ayons donc reconnu où se meuvent ces forces qui forment la vie, la déclassent, l'inspirent par la beauté, l'artiste saura aussitôt de quel côté il est obligé de se ranger — car s'il doit faire une œuvre qui en vaille la peine, il faut qu'il trouve un grand mouvement humain lequel cherche précisément cette expression que lui seul peut donner, puisque les arts sont le meilleur moyen de communiquer l'intuition de l'esprit et la splendeur des révélations.

Nous pouvons nous convaincre de la stérilité complète où est tombé l'esprit bourgeois en écoutant les continuelles lamentations sur « la déchéance irrémédiable du théâtre de Londres », « la lugubre Académie Royale », etc. Mais ce qui le prouve encore mieux, c'est que même les capitalistes et les exploités de l'art sont forcés d'être tri-

butaires de la pensée révolutionnaire. L'évolution présente de l'Europe qui passe d'un groupe d'Etats bourgeois mutuellement hostiles à une fédération de groupements locaux fraternellement unis a suscité déjà des œuvres d'art révolutionnaire — non au sens moderniste et futuriste d'un art contrefait, sans raison, et fou, mais au sens éternel d'un art aux formes belles et originales. Cette première floraison d'un art prolétarien se manifeste déjà par les représentations de « R. U. R. » au Théâtre du Strand, de « Théâtre d'Insectes » au Regent, et des « Destructeurs de Machines » à la Stage Society. Ces représentations données en régime capitaliste, devant des auditoires bourgeois, ne manquent pas d'un humour terriblement ricaner. De tels auditoires sentent vaguement la menace formidable, tonnante, de « R. U. R. », l'ironie poétique de « Théâtre d'Insectes », et le pathétique humain des « Destructeurs de Machines ». Mais ils ne saisissent pas le sens de ces pièces en tant qu'il s'applique à eux-mêmes. Alors ils ont de petits rires, quand ils feraient mieux de garder silence, se gonflent d'orgueil quand la sagesse conseillerait la modestie, applaudissent le jeu des acteurs quand ils devraient plutôt entendre le sifflement du sabre à leurs oreilles. Et tandis qu'à ces spectacles de mauvaises salles écoutent de bonnes pièces, ailleurs ce sont de bonnes salles qui écoutent les mauvaises pièces. Le Théâtre Industriel de Leeds n'est-il pas fier des représentations du *Trouvère* !

Maintenant, c'est à nous de renverser cet ordre de choses, car nous avons besoin de pièces telles que celles que nous avons citées : nous ne pouvons nous résigner à les laisser écraser par les intellectuels bourgeois. C'est comme si l'on entassait des noix devant des roues d'automobiles. L'admirable œuvre de Basil Dean, maintenant salvée au Théâtre du Strand, devrait être représentée dans vingt grands théâtres ouvriers dans les grands centres industriels. L'œuvre si simple de Nugent Mouck devrait se jouer non seulement pour les délices de quelques amateurs d'art dramatique mais dans un millier de petits théâtres à travers tout le pays. Et un jour, peut-être de notre vivant, le théâtre deviendra l'église prolétarienne, et les arts seront restaurés en leur rôle véritable, porteurs d'un culte divin et de la joie commune.

D'ici là nous ne pouvons attendre d'entreprises capitalistes qu'elles jouent ces œuvres dans des conditions qui promettent un bénéfice douteux et un accroissement certain de l'esprit révolutionnaire de l'auditoire. Donc, en attendant, ne faisons qu'une petite chose, qui se trouvera être une chose très agréable : partons où des communistes se réunissent, où ils étendent la portée de leur propagande par la lecture en public de pièces comme celles dont nous parlons ou comme le « *Wal Tyler* » de Glover, ou le « *Massermensch* » de Toller, ou d'autres encore. Attirons sur elles l'attention des sociétés théâtrales locales et partout où nous le pourrons, formons nos sociétés à nous pour la représentation de l'art prolétarien sous toutes ses formes.

RUTLAND BOUGHTON.

Les Intérêts et la Sottise

NOUS vivons très vraisemblablement les derniers jours de l'Entente cordiale. Placé sur le marché mondial dans une situation très difficile, le capitalisme britannique se voit obligé de choisir entre deux solutions : ou bien réorganiser l'Europe centrale et surtout l'Allemagne pour y trouver des débouchés ; ou bien abandonner l'Europe et chercher ces débouchés dans le monde d'outre-mer.

C'est ce point de vue qu'exprimait fort bien un récent article du Sunday Times :

« Les destinées et la prospérité nationale de la Grande-Bretagne, écrivait ce journal, doivent-elles être recherchées en Europe, ou bien dans l'Empire britannique et dans le monde d'outre-mer ? »

Et le Daily Express, francophile, développant ce même point de vue, prenait nettement position pour la politique d'outre-mer.

« Du point de vue affaires, la Grande-Bretagne ferait beaucoup mieux d'imiter l'exemple de l'Amérique. Ce que son vaste marché intérieur est à l'Amérique, l'Empire, l'Orient et l'Amérique du sud le sont pour nous. La Grande-Bretagne peut réussir dans les affaires comme l'ont fait les Etats-Unis, si elle se concentre sur les marchés qu'elle peut contrôler, au lieu de chercher après les marchés qu'aucun diplomate, fût-il lord Curzon ou l'archange Gabriel, ne lui rendra pour le moment. »

Mais la majorité de la presse anglaise soutenait un point de vue différent. La politique d'outre-mer aurait pour conséquence de brouiller la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis et de recommencer avec les industriels et les commerçants américains une ruineuse guerre de tarifs, prélude certain d'un conflit militaire autrement redoutable.

Or, en négociant lui-même le règlement amical des dettes de l'Angleterre vis-à-vis de l'Amérique, M. Baldwin, le premier anglais, s'est interdit pour longtemps une politique inamicale à l'égard des Etats-Unis. Et il l'a prouvé tout récemment encore en cédant, à Lausanne, à toutes les exigences des Turcs derrière qui l'observateur américain montrait les dents. Il était donc logique et normal que le gouvernement britannique se prononçât pour la première solution. Et il l'a fait d'une façon formelle lors de sa déclaration du 12 juillet devant la Chambre des Communes au sujet de la nouvelle note allemande.

ON peut dire que le discours de M. Baldwin marque, d'une façon définitive, l'intervention de l'Angleterre dans la question de la Ruhr.

Avec une brutalité qu'une pointe d'humour diplomatique parvient avec peine à dissimuler, l'expédition de la Ruhr et son occupation sont condamnées d'une façon formelle.

« L'occupation indéfinie par un pays de territoire d'un autre pays en temps de paix, a dit M. Baldwin, est un phénomène rare et regrettable en soi, auquel il faut trouver une fin honorable le plus tôt possible. »

Et plus loin :

« Nous sommes convaincus que la continuation indéfinie de cet état de choses est fertile en graves périls. L'Allemagne elle-même, semble aller rapidement vers le chaos économique, auquel pourrait succéder une ruine sociale et industrielle.

Les populations locales, en bien des cas, souffrent gravement.

« Tous les pays d'Europe payent le prix de cet état de choses : un pays le paye par la chute continuelle de son change ; un autre par une diminution de son commerce ; un troisième par un chômage qui augmente.

« Si nous devons exposer et défendre la cause de notre seul pays, nous pourrions, sans difficulté, démontrer les effets sérieux qui se sont déjà produits sur le commerce britannique (Applaudissements.) »

LE discours du premier anglais est donc formel. Il faut que, sans perdre une minute, le capitalisme anglais se mette à la conquête économique de l'Europe. Son premier obstacle est le Comité des Forges, français, qui, par l'occupation de la Ruhr, poursuit le même but. Il faut donc briser le Comité des Forges ou obtenir sa soumission.

Mais cette solution est-elle possible autrement que par la force ? Dans un récent n° de la Vie Ouvrière, notre camarade Robert Louzon répond par la négative, pour les excellentes raisons que voici :

« Mais le Comité des Forges qui, même avant le trouble causé par l'invasion de la Ruhr, n'avait guère plus de la moitié de ses hauts-fourneaux à feu, ne peut, lui aussi, utiliser à plein sa capacité de production, et par conséquent, rémunérer la totalité de ses capitaux investis, que si, par sa mainmise sur la Ruhr, il est assuré d'avoir du coke, non seulement en quantités suffisantes, mais à des prix suffisamment bas pour que ses produits puissent battre les produits anglais sur tous les marchés d'Europe.

Se soumettre, pour le Comité des Forges, cela signifie donc mourir, ou tout au moins être réduit à une position tout à fait subalterne. Le Comité des Forges ne se résoudra point à mourir ni à être vassalisé. Il ne peut pas s'y résoudre. »

D'un côté comme de l'autre, on se prépare à la bataille.

M. BALDWIN est donc devenu la bête noire de tous nos bons nationalistes et politiciens à la solde du Comité des Forges. Le *Matin* qui, comme chacun sait, sert en quelque sorte d'organe officieux à M. Poincaré, mène contre lui une campagne acharnée. Mais le plus comique, c'est que le trop fameux journal de M. Bunau-Varilla, qui se vanta si fort d'avoir eu la peau de Lloyd George au temps où le ministre libéral anglais ne faisait pas une politique conforme aux désirs de M. Poincaré, verse sur la disparition de son ancien ennemi quelques larmes. En 1921, M. Lloyd George était partisan d'une occupation de la Ruhr, constate-t-il, en opposant son attitude d'alors à l'attitude actuelle de M. Baldwin. Et reproduisant, à la suite du *Daily Mail*, un ancien discours de M. Lloyd George, il le fait précéder de ce commentaire significatif :

L'édition parisienne du *Daily Mail*, « considérant la menace sérieuse qui pèse sur la continuation de l'Entente cordiale franco-britannique et les graves conséquences qui résulteraient, pour la Grande-Bretagne, d'une si lamentable rupture », reproduit des extraits du discours par lequel M. Lloyd George, il y a deux ans, menaçait expressément de contraindre les Allemands à remplir leurs obligations par l'entrée dans la Ruhr, dans les huit jours, de l'Angleterre et de ses alliés, discours qu'avaient approuvé M. Asquith, au nom des libéraux, et M. Clynes, au nom du parti travailliste.

LE 12 juillet, le gouvernement britannique annonçait l'envoi d'une note à l'Allemagne et aux Alliés, sur la question des réparations. Cette note est parvenue le 21 au quai d'Orsay qui l'a jugée suffisamment grave pour exiger sur elle le silence le plus absolu. Or, il est bien évident que défendre de parler d'un document diplomatique aussi important, c'est permettre les commentaires les plus fantaisistes à son sujet. C'est chercher systématiquement à égarer l'opinion publique, ou mieux, à la préparer d'une certaine façon, à certaines éventualités.

Exemple ce simple commentaire du *Matin* :

« A la réunion du cabinet, au cours de laquelle ce texte fut soumis aux ministres assemblés, lord Robert Cecil prit l'initiative de s'opposer à la rédaction de lord Curzon. Il fut d'ailleurs soutenu dans cette opposition par M. Baldwin lui-même. Lord Robert Cecil alla jusqu'à poser la question suivante :

« Serait-on prêt, le cas échéant, à employer la force armée contre la France pour obtenir qu'elle accepte le point de vue britannique ? »

TOUT cela est étrangement lourd de menaces. Est-ce pour cette raison que l'on cherche à raviver en France l'esprit chauvin d'avant 1914 ? La reprise des retraites militaires ; ce ridicule et grotesque défilé à Paris de 20.000 gymnastes des patronages catholiques devant la tombe du soldat inconnu, précédé d'une solennelle messe à Notre-Dame ; les discours de plus en plus provocants de Poincaré, de Maginot, de Foch, de Mangin et autres...

A quand les affiches blanches et le tocsin ?

AU moment où s'exacerbent nos politiciens patriotes de droit commun et malfaiteurs vulgaires, nous conseillons à nos lecteurs de parcourir une toute petite brochure que notre ancien collaborateur, Ermenonville, vient de faire paraître. Ça s'appelle *La Morale de la guerre* déduite par ses professionnels, et on y trouve d'excellents enseignements.

— Le 16 février 1920, le général Serrigny, alors sous-chef d'Etat-Major, nous faisait connaître par le *Journal* que :

« DE NOS JOURS, LES INTERETS ECONOMIQUES SEULS PEUVENT DECHAINER LA GUERRE ; TOUT LE RESTE EST PRETEXTE ».

D'où il appert que les boniments solennels du gouvernement et de sa racaille académique et journalistique sont des mensonges destinés à servir de prétextes. — Bien.

— « LA GUERRE A RESSUSCITE EN FRANCE LE SENS DE L'IDEAL ET DU DIVIN ». (général Rebillot, *Libre Parole*, 13 décembre 1914.)

Donc :

« IL EST BON QUE NOS ENFANTS SOIENT PRETS, SI C'EST NECESSAIRE, A LUTTER DE NOUVEAU POUR LA MEME CAUSE ». (général de Lacroix, *Le Temps*, 2 août 1919).

Mais, direz-vous, il en coûte cher aux Français de laisser constamment substituer à eux-mêmes une abstraction !

Pfuit !... Il s'agit bien de cela !... Sachez que :

« LA CRAINTE DES PERTES A LA GUERRE EST IMMORALE ». (lieutenant-colonel Montaigne, *Etudes sur la guerre*, page 233, Berger-Levrault, éditeur, 1911).

— Le général Maistre, président un Conseil de guerre, le 20 avril 1920, disait du haut de son siège :

« LA POLICE DU CHAMP DE BATAILLE DOIT ETRE ASSUREE ENERGIQUEMENT, EN EMPLOYANT TOUS LES MOYENS, AU BESOIN MEME LES MITRAILLEUSES. IL EST, EN EFFET, INDISPENSABLE DE PROUVER A CEUX QUI SERAIENT TENTES DE FILER, QUE LE DANGER EST PLUS GRAND DERRIERE QUE DEVANT. » (*Le Journal*, 21 avril ; *Le Temps*, 22 avril).

— « L'AME DES FOULES SE REMUE AU GRE DES DESIRS DU GOUVERNEMENT. L'ETAT PEUT ET DOIT MANIER LE SENTIMENT PUBLIC SUIVANT LES BESOINS DE SA POLITIQUE », dit le général Serrigny, sous-chef d'Etat-major, déjà cité. (*Le Journal*, 16 février 1920).

Il est bien vrai que nous avons une « immortelle » Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui stipule en son article XXV que « La Souveraineté réside dans le Peuple, etc... », et qu'une Ligue réunit cent mille cotisants pour sa défense ; mais si l'on considère comment le Souverain a été remué et manié au gré des désirs du gouvernement de 1913 et 14 et des besoins de sa politique, on se demande ce qu'il serait advenu de pis si la Ligue avait été constituée non pour le défendre, mais pour le livrer.

Bravo, Ermenonville !

MAIS après cela, tomber dans l'Action Française en pleine glorification de la guerre et de ses bouchers !

Léon Daudet qui s'y connaît en héros — lui, l'embusqué de 1914 — a découvert un ancien combattant de marque, en l'espèce un certain M. Henri Dutheil, sorte d'hystérique de guerre et plat lèche bottes de généraux.

Jugez-en par les significatifs extraits de ce livre :

« La Marne. Nous tuons du Boche en masse. A Courgi-vaux, il s'en accumule des tas pantelants. Aux lisières de Mont mirail, nos chasseurs d'Afrique sabrent leurs trainards, les traquent, les pourchassent sans merci. Il faut purger notre sol de cette vermine grise. Partout notre artillerie les décapite, les coupe en deux, les réduit en bouillie. Ah ! c'est du propre, la guerre ! Mais qui donc l'a voulue ? Ne soyez pas surpris que nous nous défendons, bandes obscènes (sic) de Teutons.

« Vous nous jugiez d'après nos vices du temps de Paix.. mais maintenant nous avons un Général qui fait reprendre des villages à la baïonnette par des hommes hurlant la Marseillaise sous les balles, comme à Valmy ! Un général qui arrête une débâcle en saisissant un Lebel et en faisant le coup de feu avec les simples soldats. Mangin, quoi !...

Hein que pensez-vous de ce petit morceau, vous les rescapés du « broyeur de noirs ». Mais voici plus beau et plus fort :

« La Marne. On avance sur les morts : Des sections entières d'infanterie, fauchées, à l'alignement, la tête en avant, avec d'affreuses blessures... Des grappes de cadavres, bras en croix, face contre terre, foudroyés ! D'autres, qui ont agonisé longtemps, lucidement, et qu'on trouve les mains jointes dans une dernière prière, ou bien serrant encore entre leurs doigts raidis u n portrait d'épouse ou de mère qu'ils ont regardé en mourant. J'ai vu cela.

« Mangin, déchainé et transfiguré, est le démon des combats. Il est partout à la fois, il insuffle aux hommes, déjà merveilleux d'entrain, de constance, sa foi, son ardeur, son acharnement, son âme brûlante, sa force invincible. »

M. Dutheil a évidemment des accents sincères. Il a aimé Mangin comme le mouton stupide peut aimer le boucher qui lui caresse le cou de la main gauche avant de l'égorger de la main droite.

M. F.

Quelques réflexions sur la situation financière de la France après le vote du budget de 1923

Le budget 1923 vient d'être voté après quinze mois de discussions, d'amendements, de rapports, multiples et interminables. Parti de la Chambre avec un déficit de 4 milliards et demi, il y revint équilibré ou à peu près grâce aux multiples compressions exercées impartialement par le Sénat sur ses 800 et quelques articles et aussi par... un simple virement d'écritures pour faire passer certaines dépenses imputables à l'Allemagne au budget spécial des dépenses recouvrables. Enfin, par une disposition qui dénote aussi bien l'incapacité financière de l'Etat démocratique que les difficultés inouïes qu'il éprouve à établir un simple budget, la loi de finances votée le 30 juin sera applicable en 1924.

Sans vouloir aujourd'hui tirer de ce fait unique jusqu'à ce jour dans l'histoire parlementaire de la France les conséquences qu'il comporte, il est bon de remarquer que ce n'est pas par une pareille méthode que l'Etat sortira en 1924 de ses embarras financiers.

Quand donc il est dit que la dette publique de l'Etat français était de 320 milliards en 1921 (alors qu'en 1914 elle était simplement de 33 milliards 35 millions), ce nombre fabuleux de francs n'exprime pas autre chose que de multiples marchandises de valeurs et d'usages différents.

Qu'étaient, dans leur réalité, les 131 milliards de francs que relève M. Bokanowski au titre de frais de guerre ? Les 90 milliards empruntés pour les réparations ?

C'étaient des marchandises, ayant une utilité particulière ; depuis le domaine rural ravagé, l'usine détruite, jusqu'à l'obus destructeur. C'étaient les biens de particuliers, le fruit de ces biens particuliers, constituant, dans leur somme, une partie de la richesse sociale, de la richesse du capitalisme en France.

Le langage nécessaire et conventionnel de la monnaie idéalise la situation réelle de l'Etat. Ce qu'il faut entendre par dette d'Etat, c'est ceci :

La dette n'est que l'équivalent, exprimé en francs, de marchandises consommées sous la responsabilité de l'Etat, et que l'Etat doit remplacer. Ces marchandises sont le fruit d'un travail social réalisé selon les méthodes de production propres à la société dans les cadres de laquelle il agit. Nous sommes en société capitaliste ; et ce n'est que par l'exploitation de l'homme par l'homme qu'elle peut recréer ce qu'elle a détruit.

La solution à la crise actuelle n'est pas une affaire d'Etat, dussions-nous considérer — avec Blum, Buisson, Herriot et, sous un angle différent, Maurras — l'Etat comme une création supérieure, agissant au-dessus des classes et en dehors du moment historique. L'Etat jouera son rôle, mais nous verrons lequel dans la suite de notre étude.

En effet, l'Etat n'a que deux moyens en sa puissance pour faire de l'argent, pour rembourser sa dette :

Imposer le vaincu.

Imposer les nationaux.

La première solution : faire payer l'Allemagne, n'est plus acceptée par personne.

Nous avons vu (*Clarté* n° 33) qu'en admettant

que la France reçoive intégralement l'indemnité, que les accords de Londres lui accordèrent, la dette publique resterait presque entière. Le gouvernement l'a reconnu formellement. Enfin, le capitalisme français n'est pas du tout enthousiaste d'une Allemagne qui serait solvable. Laissons parler un représentant patenté, M. Loucheur. Il n'est de meilleur apôtre qu'un capitaliste authentique :

« Le paiement entre deux peuples n'a rien de comparable avec le paiement entre deux individus d'une même nation. C'est à ce sujet qu'une erreur persiste encore dans certains cerveaux et aussi dans le pays (sic).

« On nous dit : « La France a pu payer en 1871, cinq milliards de francs-or. » Parfaitement. L'Allemagne a d'ailleurs, payé aujourd'hui de 22 à 23 milliards de francs-papier, soit au cours auquel les valeurs ont pu être transférées, de 8 à 10 milliards de francs-or. Jusqu'à ce chiffre des versements peuvent être effectués. Au delà, la difficulté commence.

« Comment peuvent-ils être réalisés ? Avec de l'or ? « Le stock allemand est à peine d'un milliard de marks-or. Le stock français est de 5 milliards de francs-or. « Le stock américain, c'est-à-dire 40 0/0 de l'or du monde, est d'environ 18 milliards de francs-or, soit trois milliards et demi de dollars.

« Vous voyez bien que ce n'est pas au moyen de l'or que peuvent être réalisés ces versements.

« Sous quelle forme sont-ils donc possible ? Sous la seule forme peut-on dire, que puisse se traduire la richesse, sous la forme d'exportation de travail et de marchandises. »

Qu'est-ce que cela signifie ? Loucheur le sait et le dit :

« L'Allemagne est au bord du gouffre. Vous allez stabiliser le mark. Vous allez pousser l'Allemagne à exporter. Par conséquent, au moment où l'Allemagne est par terre, au moment où elle va tomber dans le gouffre, vous allez faire d'elle un pays fort. Dilemme terrible, faites-y attention. Vous faites de l'Allemagne un pays fort. Vous la relevez aujourd'hui qu'elle est à terre ; vous allez en faire le grand pays exportateur. Et notre sécurité ?

« Entre la situation de ne pas être payé et la situation de ne pas être en sécurité, je n'hésite pas ; je veux être en sécurité. » (Discours prononcé par Loucheur, le 7 novembre 1922.)

Loucheur se réclame parfois d'idées qui satisfaisaient les social-démocrates. Si on lui disait qu'il raisonne comme un nationaliste enragé, il ouvrirait son cœur au monde, pour montrer qu'il est d'or, et comme tel, internationaliste.

Pourtant, il n'y a aucune différence entre son raisonnement d'homme d'affaires à qui la situation commande la pensée, et celle du théoricien politique qu'est Bainville, d'Action française. Celui-ci écrivait :

« Et puis, quand nous achèverions de désorganiser l'Allemagne, ou serait le mal ? Les Allemands, quand ils détruiraient nos mines et nos usines du Nord, ne cherchaient-ils pas à nous ruiner ?... Si l'Allemagne sombre dans un chaos définitif, c'est elle-même qui l'aura voulu, c'est qu'elle n'était ni guérissable, ni viable. Et comme nous avons beaucoup plus à craindre d'une Allemagne organisée comme en 1914 que d'une Allemagne désorganisée comme en 1923, nous pourrions toujours nous dire que sa ruine et son impuissance en nous mettant à l'abri des invasions, valent pour nous des milliards. »

Ce n'est point là un accident dans la pensée d'hommes politiques. C'est la conclusion inévitable d'un état de choses. L'invasion de la Ruhr, les vues françaises sur la Rhénanie, sont la continuation d'une politique qui vise à la désorganisation de la puissance économique allemande. On parla souvent de « turquification ». On sait quel état de choses le mot désigne.

Nous ne nous arrêtons sur ce grave point qu'autant qu'il touche à notre sujet. D'un point de vue bourgeois, il s'en dégage que la politique choisie lors du traité de Versailles et développée depuis dans un sens de plus en plus nationaliste, ne rapporte pas un ducat au Trésor et que ce que coûta la guerre restera entièrement à la charge du contribuable français.

Mais voilà ! Faire payer des sommes telles que celles inscrites au budget, aux contribuables, pose d'importants problèmes au gouvernement.

En 1925, selon les prévisions officielles, l'Etat devra prélever 30 milliards sur les revenus de la nation pour faire face aux besoins de sa trésorerie ; sur lesquels 17 milliards sont destinés aux rentiers et 2 milliards 800 millions aux personnes indemnisées.

A ces 30 milliards s'ajouteront 5 à 6 milliards dont les départements et les communes ont besoin. En 1922, alors qu'il était rapporteur général du budget au Sénat, le divin Chéron calculait que la dette publique atteindrait le chiffre de 427 milliards en 1929 — dans l'hypothèse que l'Allemagne, au cours de 8 années, eût versé 45 milliards — représentant, au taux de 6 0/0 une charge annuelle de plus de 25 milliards pour le paiement des intérêts de cette dette, auxquels s'ajouteraient la dizaine de milliards de dépenses ordinaires des différents budgets, guerre, marine, finances, etc...

Pour nous en tenir à des données de personnalités quasi-officielles, nous ajouterons que M. Bokanowski estimait à 90 milliards, les revenus annuels de la France. Prélever 36 milliards pour l'Etat, c'est arracher annuellement à la fortune privée plus du tiers de ses revenus. Le capitalisme est incapable de supporter un tel effort fiscal, qui représente 900 francs d'impôts par habitant. Et les effets en seraient sans doute onéreux pour le commerce et l'industrie.

Ce qui prouvera l'impuissance fiscale de nos bourgeois c'est un bref aperçu de la fraude fiscale.

En 1922, l'Etat paya 13 milliards 320 millions d'arrérages de la dette publique ; les sociétés anonymes distribuèrent aux porteurs d'actions ou d'obligations 8 milliards 1/2 d'intérêts ou de dividendes.

Eh bien ! sur 21 milliards 820 millions de revenu, Messieurs les capitalistes, la très patriote gent dorée, déclara 3 milliards 694 millions à l'impôt général sur le revenu. Nous ne l'inventons pas ; c'est de la bouche

du rapporteur général du budget qu'est sorti l'aveu. C'est une somme de 18 milliards qui échappe au fisc. Ces milliards ne sont ni dans ma poche, ni dans la vôtre, et bourrent bel et bien le portefeuille de nos capitalistes.

A cette évasion fiscale des valeurs mobilières devant l'impôt général sur le revenu, s'ajoute l'évasion des valeurs mobilières devant l'impôt sur les successions. Quelle somme cela représente-t-il ?

Cette fraude se répète toutes les années. C'est une habitude capitaliste. Mais on chante tout de même le beau patriotisme fiscal des ventres dorés !

En Allemagne, ce fut un beau tapage quand on apprit que 80 0/0 des impôts étaient supportés par le prolétariat !

Croyez-vous qu'en France ce soient les industriels, les commerçants, les financiers, les rentiers, les gros propriétaires terriens, qui tiennent la tête dans le paiement des impôts. Détrompez-vous ! Ceux qui paient le mieux, ce sont les salariés ! C'est le prolétariat, c'est la classe qui devrait résister avec le plus de force et les meilleures raisons aux impositions d'un Etat qui l'opprime, ce sont les exploités qui atteignent le plus haut pourcentage dans le rendement des impôts.

Impôts sur les traitements et salaires	34 0/0
Bénéfices industriels et commerciaux	32 0/0
Valeurs et capitaux mobiliers	20 0/0
Exploitations agricoles	1,80 0/0

Que les réformistes de tous poils se réjouissent du bel exemple de dévouement à l'intérêt général que donne le prolétariat. Gloire ! gloire à Jouhaux et à ses Saints ! La farce est belle, Vincent Auriol ! N'en riez-vous pas jaune, gens d'Amsterdam ?

Le capital est loin de se soumettre à tout contrôle fiscal. Mais sous l'œil bienveillant de la C. G. T. il sait fort bien appliquer au prolétariat une loi qui rogne une partie du salaire ouvrier.

M. Blum peut monter à la tribune une nouvelle fois, et y affirmer que le prolétariat est prêt à seconder les gouvernements dans la reconstruction du monde... du monde capitaliste.

Mais que lui et les siens convient le prolétariat à payer les impôts. Le remède est insuffisant désormais pour sortir l'Etat du puits où il est tombé. Comme le bouc de la fable, nos social-patriotes n'y verraient-ils pas plus loin que le bout de leur nez ?

C'est que la solution de la crise actuelle est contenue entièrement dans la lutte des classes. Or, la lutte des classes et M. Blum !... « Pax ! Pax ! » crie-t-il. « J'ergote, je suis collègue de B. Bracke et deviens grec ; je suis attique, voyez mes farces ; je suis courtois, voyez mes phrases ; je souris, j'ai mes aises ! je dédaigne la lutte des classes, cette cruelle loi qui domine l'honnête droit bourgeois dont j'ai tant de science... Pax Pax ! je suis tout de même socialiste d'école ! »

Et les siens de l'imiter.

LUCIEN-PAUL.



LES PROGRÈS QUE DOIT RÉALISER "CLARTÉ"

Grâce au succès de cette souscription et au dévouement inlassable des fidèles amis de Clarté, l'avenir de notre publication est maintenant moins menaçant.

Mais nous devons penser dès aujourd'hui à agrandir notre formule actuelle qui, dans notre esprit, n'a été qu'un pis aller.

Devons-nous nous contenter de reprendre dès qu'il nous sera possible de le faire (en octobre-novembre) notre ancien format et notre ancien mode de publication qui nous a constitué le public d'abonnés et de lecteurs dont nous avons le droit d'être fiers.

Ou bien, devons-nous, comme quelques-uns de nos correspondants nous le conseillent, en finir avec ce format mi-journal, mi-revue et faire de Clarté une véritable revue mensuelle qui puisse donner du mouvement international une série de chroniques plus régulières et plus suivies ?

Dans un cas comme dans l'autre, nous devons pouvoir compter surtout sur un public d'abonnés — notre vente au numéro ayant diminué en proportion de l'augmentation des abonnements.

La question se pose maintenant de savoir si le public que nous avons su, après quatre années d'efforts, grouper autour de Clarté, peut devenir le public de la grande revue d'idées internationales et révolutionnaires que nous n'avons jamais perdu de vue lorsque nous avons débuté en octobre 1919 par un modeste bulletin bi-mensuel ; la revue « Urbi et Orbi » que Raymond Lefebvre songeait à créer dès la fin de la guerre et que le manque d'argent seul nous empêcha alors de lancer.

De toutes façons, si ce public veut que Clarté soit digne de son programme, il faut qu'il lui permette de le réaliser sous une forme ou sous une autre. Il faut que par un léger sacrifice d'argent consenti par chaque lecteur, par chaque abonné Clarté puisse constituer dès la rentrée une équipe de rédacteurs qui puissent apporter à Clarté la plus grande partie de leur production intellectuelle et de leur temps, au lieu de lui consacrer seulement les trop rares instants qu'ils peuvent lui donner en dehors de leur tâche quotidienne. A cette seule condition, Clarté au lieu de le faire à chaque numéro, presque par un tour de force, deviendra l'œuvre méthodique, régulière, documentée, parfaite qu'on nous reproche souvent de ne pas être assez.

Ainsi donc, deux formules pour l'avenir. Ou bien notre format actuel, 24 à 32 pages sous couverture de couleurs bi-mensuelles — dont nous serons forcés d'augmenter le prix de vente de 0 fr. 25 et le prix d'abonnement de 5 à 8 fr.) Ou bien le format revue (genre Europe — 96 à 132 pages et 30 à 35 francs d'abonnement par an.)

Quelque soit la forme pour laquelle se prononcera notre Comité de rédaction, après l'avis des lecteurs et des abonnés de Clarté, nous pourrions annoncer que loin de s'affaiblir, le contenu de notre revue va s'améliorer encore par une sélection plus minutieuse de nos sommaires. Dès notre prochain numéro, nous commencerons la publication d'une nouvelle, d'Andréas Latsko : Le Roi du Riz, et nous annonçons dès maintenant que c'est aux lecteurs de Clarté qu'est réservée la primeur du nouveau roman de Jean Bernier et de celui de Henri Barbusse.

LE COMITE DIRECTEUR.

Marchal (Mme) 10	J. à Paris .. 12 50	Artaud (Mlle) 5	Vaudaux 25	Hermant 20	Herry 25
Dehorne 25	Stevaen 15	Fortier (Mlle) 10	Tressand 13	Jars 5	Lhermitte ... 6
Cornik 20	Pottecher Mlle 15	Ternaud 50	Terni 30	Biran (Mme) 5	Gensac 5
Mathé 9 25	Martin, Bizerte 5	Leblond Pierre 5	Hung Yang 5	Baurez 5	Ch. J., Ardè- che 10
Danel 5	Sassi 5	Glenat 12	Tsang 2	Griner 5	Prébois, Saint- Denis 5
Billaud 5	Aymard 5	Roche 10	Duval 10	Gabarro 5	Duplerraz 15
Genty 5	Tillie 2	Fleuret 10	Mourot 7	Hadot 10	Anonyme 5
Husson 5	Chaillat 10	Monedière 5	Saugère 10	Anonyme 50	Dubois 10
Divot 10	Uteza 10	A. Blane 5	Ragon 10	Durban 50	Duvivier 100
Talsne 5	Lévêque 5	Morazzeni 19	Boucard 20	Schouvey 5	Anonyme 100
Darpeix 5	Privat 5	P. Boissel 10	Bouhourdin .. 5	Smet 12	Cordonnier ... 10
Le Moigne ... 10	Aureglia (Lis- te) 20	Gravié 20	Aubier 10	Didier 10	Sarazin 5
Monlin 10	Aureglia 10	Pinet 20	Trouotot (2 ^e versement) 10	Nurit 5	Ceha 20
Morel 5	Journet 5	Chevallier ... 5	Dégre 5	Soudelle 5	Ball Dorothy. 36
Lecuru 5	Leroy 5	Nicolas 5	C. Vidal 5	Grousky 5	Steeven 10
Picard 5	Schnaebie 7	Lesage 10	Baudoin 5	Grasset 10	Stone 100
Deldime 10	Pomaret 5	Salomon 10	Rigaud 2	Gouat 5	Navarre 25
Ducommun .. 7	Durand 5	Dagneaux 5	Saunier 10	Gentillon Gas- ton 10	Gentillon (Clai re) 10
Griffon 5	Mouvet 5	S. N. Verviers 11	Simon Roger. 15	Carré 5	
Vardy 10	Paillot 10	Chandler 6	Morez 5	Boutet 2	
Desblaches ... 5	Barnoud 10	Lelorieux 27	Wells 7 50	Piget 2	
Anon. Cour- zieu 15	Anonyme Mo- hon 5	S. A. Genève. 50	Wittwer 25	Ioffre 5	
Braquet 10	Bogdanoff 10	Wantiez 42 55	Liste recueillie par Grobost 25	René Roger .. 15	Total des lis- tes précé- dentes 10.586 45
Franck Rous- seau 5	Lacabanne ... 3	Cazaux 20	Daran 10	Avid 10	Liste N° 39. 3.662 96
Bar the le my, Lyon 5	Lauvic 5	Andréani 10	S. V. 10	Nérac 5	Total général 14.249 40
Dulac 15	Section Com- muniste de St-Quentin . 40	Anonyme 7	Jeunar 5	Duffant 5	
Dallay 10	Quagliolo 25	E. G., Paris.. 5	X., Paris 5	Constant 3	Rectifications :
Gorin André.. 9	M. L., Genève 20	Marliat 5	Peletier 40	Leleu 10	Plus 100 » Total du N° 27.
Bar thé le my, Paris 10	E. A., Genève 20	Quelques insti- tuteurs Bru- xellois 67 70	Magron 10	Poncet 10	Lire 1.060 45 au lieu de 960 45.
Joncke 2	Danov 20	Deroux 20	H. D., Mala- koff 20	Chabot 5	N° 38. Lire : Valder, 2,35 au lieu de 2,75; Perret, Bourg, 10 », au lieu de 25 ».
Vittov 5	Eurica Nahum 20	Trossand 25	Giraudon 20	Dubéros 5	Total du N° 38 : 5.305,65 au lieu de 5.300,60.
Ferreux 5	I. Gobstein .. 10	Villary (2 ^e ver- sement) ... 10	Richard 5	Bellet 5	
Guérin 8	Fasani 10	Balty 5	Decoust 7	Trosset 3	
Diguet 20	Naggiar 10	Section Com- muniste de Chedde 15	Pasquet 10	Solé 10	
Faret 5	Frères Hazan. 15	Massol 5	Cerles 5	Mouly 5	
Espósito 20	Nectoux 25	Pichot 10	Berton 10	Une instituti- ce du Ven- toux-Rouge. 10	
Preteux 10	Balbert 15	Leclerc 10	Blanchet 15	Cousin 5	
J. Charles 20	Valbert 15	Courtois 10	Pinon 5	Lavauchy ... 25	
Vialle 20	Daniel 5		Simon 5	Mahy Robert . 20	
Stéphan 10			Havez 20		

ABONNEMENTS : France : 1 an... 25 fr. ; Six mois... 13 fr. ; Trois mois... 7 fr. — Etranger : 1 an... 36 fr. ; Six mois... 20 fr. ; Trois mois... 11 fr. 16, Rue Jacques-Callot, Paris (6^e) — Téléphone : Gobelins 11-60. — Chèque Postal : Paris 330-80.

Le Gérant : Marcel FOURRIER.



Imprimerie « PERFECTA » (Mato, Imprimeur)